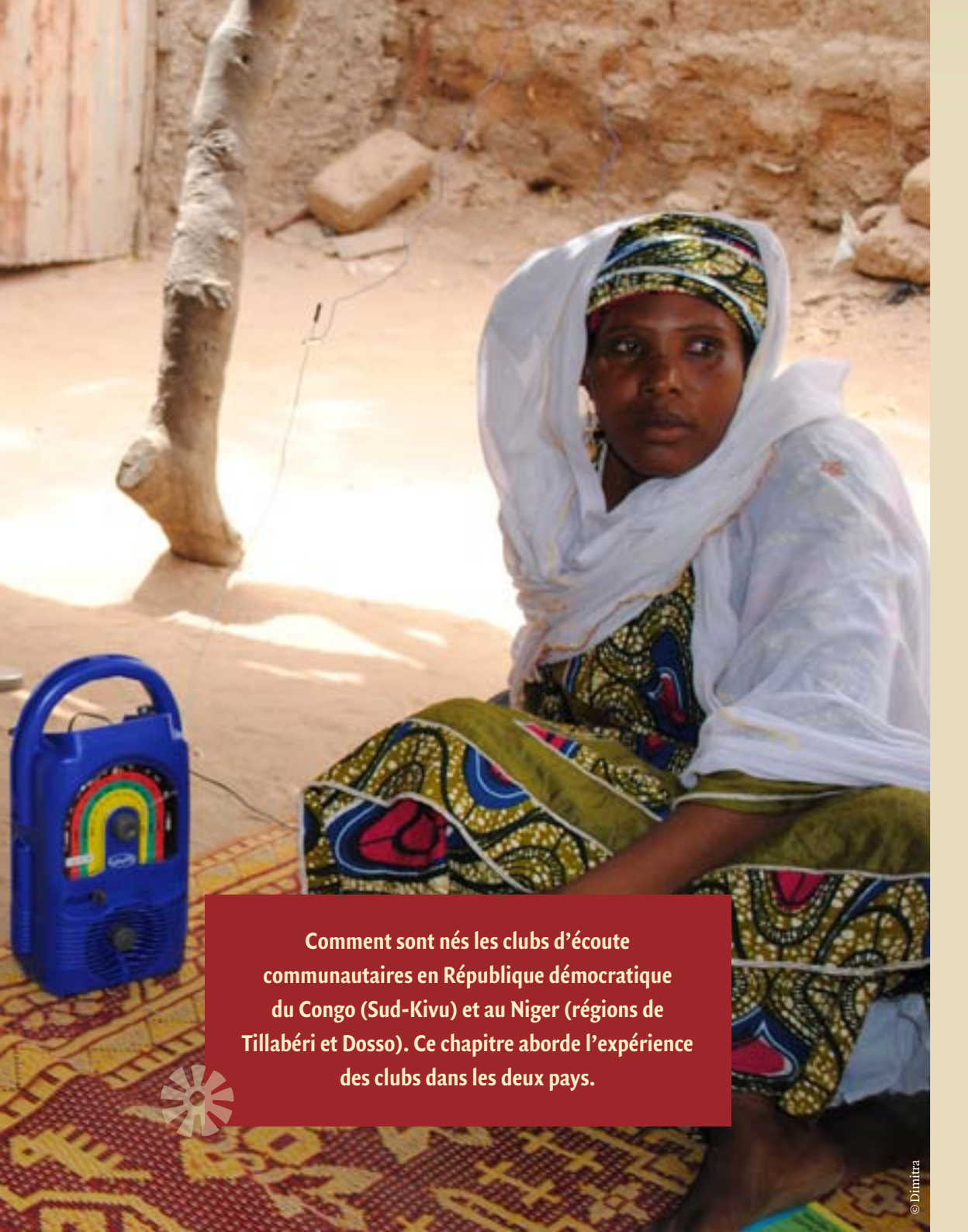




En direct des clubs d'écoute



Comment sont nés les clubs d'écoute communautaires en République démocratique du Congo (Sud-Kivu) et au Niger (régions de Tillabéri et Dosso). Ce chapitre aborde l'expérience des clubs dans les deux pays.



République démocratique du Congo



Marqué par des décennies de guerre, l'Est de la République démocratique du Congo (RDC) est une des régions les plus meurtrières de la planète. Il reste encore beaucoup à faire pour améliorer le statut et les conditions de vie des communautés rurales, en particulier des femmes.

De nombreux rapports font état de la situation relative aux violences sexuelles au Sud-Kivu. Dans son dernier rapport sur l'état de la population mondiale 2010, l'UNFPA note que selon les dispensaires de santé locaux de la province du Sud-Kivu, 40 femmes en moyenne se font violer par jour.

Aggravant la situation, les champs n'ont pas été mis en valeur durant les guerres. Les plantes et le petit bétail ont été pillés par les belligérants. Alors que les femmes tentaient de reprendre les activités agricoles, la maladie « mosaïque », apparue dans la région en 2003, a ravagé le manioc, principale culture et source d'alimentation pour les populations de la province.

C'est dans ce contexte difficile qu'opère l'organi-

sation non gouvernementale congolaise Samwaki, Sauti ya Mwanamke Kijijini (*La voix de la femme rurale*, en kiswahili). Aujourd'hui, elle soutient et coordonne le fonctionnement de neuf fédérations de clubs d'écoute communautaires dans les huit territoires ruraux de la province du Sud-Kivu: Walungu (deux clubs), Shabunda, Mwenga, Idjwi, Kalehe, Uvira, Fizi et Kabare.



Mamans Majambere : « mamans unies »

L'ONG Samwaki est active dans le Sud-Kivu où elle a commencé dès 2002 à rencontrer les populations rurales pour les sensibiliser sur l'importance de partager les informations et les connaissances sur des thèmes clés tels que le VIH/SIDA, les violences faites aux femmes, la sécurité alimentaire, etc. Dans chaque village, les femmes se sont regroupées en associations appelées les « Mamans Majambere » ou « Mamans Mulungano » – les femmes du développement ou les femmes unies. Chacune de ces associations menait son propre projet, disposait de champs collectifs et d'une caisse d'entraide mutuelle. Malgré tout, Samwaki est arrivé à l'époque à un constat amer : en dépit de leur volonté, toutes ces femmes rurales demeuraient coupées du monde. Confinées dans des traditions, dans un village, dans un système de connaissances exigü.

Chaque « Maman Majambere » avait ses objectifs et son domaine d'intervention, mais Samwaki a noté que ces associations avaient plutôt tendance à s'ignorer. Elle entreprit donc de les regrouper autour de plusieurs « axes de communication » et de créer des mécanismes de partage de l'information entre elles.

« Les axes de communication font le lien à la fois entre des personnes de la même communauté et entre des villages regroupés selon un critère géographique, explique Adeline Nsimire, coordinatrice de Samwaki. Ces échanges permettent aux personnes de se rencontrer ; il y a une entente entre acteurs et actrices locaux, sur le terrain. Les femmes mènent des activités diversifiées et nous les avons soutenues avec du matériel pédagogique. Nous avons aussi initié une activité agricole et d'élevage et des crédits rotatifs ».

Mais les débats entre groupes butaient parfois sur un manque de disponibilité d'informations. Les radios nationales ne parvenaient pas jusqu'aux

villages et les experts étaient en ville. Seul accès au savoir : la radio communautaire, média le plus économique et le seul disponible en milieu rural.

L'année suivante, en 2003, Dimitra et Samwaki se rencontrent. « J'ai vu arriver Boniface et Adeline qui sortaient d'une nuit de voyage en bateau, se souvient Eliane Najros, coordinatrice de Dimitra. Adeline était alors enceinte de 8 mois et ils étaient venus spécialement de Bukavu jusqu'à Goma pour nous présenter les activités de Samwaki ».

A partir de ce premier contact, Samwaki devient le point focal de Dimitra au Sud-Kivu.

Un premier état des lieux de la situation de l'information et de la communication est réalisé par Samwaki. Il fait apparaître que les radios communautaires sont toutes concentrées dans la ville de Bukavu, au détriment des agglomérations situées en milieu rural. De plus, ces radios traitent rarement des sujets d'intérêt pour les populations rurales, en particulier pour les femmes. Par exemple, les villageoises manquent d'informations sur le VIH/SIDA, un fléau dans une région balafmée par des années de conflits. Enfin, les radios n'ouvrent pas la porte à la discussion et à l'échange d'idées avec ces communautés, même si celles-ci sont censées être leur raison d'être et d'émettre.

La décision est prise : Samwaki et Dimitra vont chercher à combler le fossé existant entre les radios et les femmes rurales, en commençant par réunir, en juillet 2005, six radios communautaires et 25 organisations paysannes de la province du Sud-Kivu, en préparation à un atelier prévu pour l'année suivante. L'issue de ce premier face-à-face entre journalistes et femmes rurales jettera les jalons de la future collaboration entre radios communautaires et organisations paysannes, et de la reconnaissance du rôle joué par chacune d'elles dans le développement de la province.

Les organisations de femmes rencontrent les radios communautaires

Le processus de création des clubs d'écoute est donc amorcé sur le terrain. Dans chaque village visité, Samwaki repère des personnes leaders acceptées, voire choisies par leur communauté, prêtes à servir les intérêts de celle-ci et ayant de bonnes capacités d'écoute et de communication.

Deux leaders, un homme et une femme, sont choisis par communauté. Au total, 18 personnes, destinées à devenir des intermédiaires entre Samwaki et la communauté rurale et dont le rôle sera d'organiser des débats pour identifier les thèmes et les problèmes à discuter, avec une attention particulière aux questions de genre.

En février 2006, un autre événement clé est organisé : Samwaki réunit à Bukavu les 18 personnes relais identifiées et 60 représentant-e-s d'organisations de la société civile, des chercheurs des centres de recherche agronomique, des autorités et des journalistes et agent-e-s des radios communautaires de la province (Radio Maendeleo de Bukavu, Radio Mitumba d'Uvira, Radio Mutanga de Shabunda, Radio APIDE de Mwenga, Radio Maria Malkia, Radio Kahuzi, etc.). Cet atelier, auquel participeront autant de femmes que d'hommes, sera appuyé par des experts en genre et en communication du projet Dimitra de la FAO, de l'Institut Panos Paris et par d'autres experts provenant d'agences de développement (UNFPA, PNUD, Coopération canadienne, UNIFEM, GTZ, etc.).

Au programme : échanger afin de mieux appréhender la réalité de l'autre. Trouver la meilleure façon de communiquer. Au bout de cinq jours d'atelier, les participants s'accordent sur plusieurs points : créer des clubs d'écoute communautaires et

renforcer les synergies et les échanges entre radios communautaires et les organisations de femmes. Les clubs d'écoute communautaires permettront aux populations rurales isolées, les femmes en particulier, de participer aux activités des radios communautaires, de faire entendre leur voix et de tirer profit des émissions et programmes.

De retour au village, les 18 leaders et les divers représentant-e-s des organisations expliquent en quoi consistent les clubs et invitent chacun-e à y prendre part. On aurait pu s'attendre à un accueil mitigé dans une région où le quotidien se concentre sur la survie du lendemain, et pourtant les villageois-e-s saisissent immédiatement l'intérêt de leur participation aux clubs.

La distinction entre club d'écoute comme moteur de changement et les fan-clubs existant dans la région est aussi clarifiée. « La distinction fondamentale, explique Yannick De Mol, chargé de projet à Dimitra, est que les clubs d'auditeurs tournent autour d'une radio tandis que les clubs d'écoute sont centrés sur les gens ».

Les clubs d'écoute voient le jour

Des assemblées générales constituantes se tiennent alors sur les places publiques, dans les marchés ou sur les terrains de football. N'importe quel endroit public, du moment qu'il ne soit pas identifié avec une organisation proche d'un groupe religieux, social, ethnique ou politique. Les clubs d'écoute communautaires voient le jour.

Les activités, exécutées par Samwaki, reçoivent le soutien technique de la FAO-Dimitra et l'appui financier de la Fondation Roi Baudouin et de la GTZ-Santé à partir de septembre 2006, dans le cadre du projet « Renforcement des radios communautaires et de leurs clubs d'auditrices pour une lutte plus efficace contre le VIH/SIDA au Sud-Kivu et au Katanga ».

L'étape suivante consiste à équiper ces clubs. Samwaki et Dimitra distribuent des outils de communication (lecteurs CD, enregistreurs professionnels et téléphones portables) aux membres des clubs et aux radios communautaires partenaires tandis que 45 récepteurs radios à manivelle et fonctionnant aussi grâce à l'énergie solaire sont fournis aux clubs. Ces gros postes bleus, très résistants et à grande capacité d'écoute, sont faciles à utiliser. Soixante tours de manivelle et une heure d'écoute radio s'offre à vous !

Le mécanisme des clubs est fondé sur l'écoute individuelle et collective de la radio par des groupements communautaires d'hommes et de femmes qui débattent ensuite du sujet, interpellent la radio,

réclament des explications complémentaires, et suscitent des idées de sujet pour l'émission suivante.

Si les groupes peuvent écouter n'importe quelle fréquence, et faire ensuite une restitution de leur écoute aux autres membres, des relations privilégiées sont développées avec cinq radios communautaires : Radio Maendeleo (Bukavu), Radio Mitumba (Uvira), Radio Mutanga (Shabunda), Radio APIDE (Mwenga) et Radio Bubusa FM (Mugogo). « Les femmes peuvent 'commander' aux radios des sujets d'émissions ; elles peuvent aussi en réaliser directement avec leurs dictaphones, précise Adeline Nsimire. Elles enregistrent leurs réflexions et les cassettes sont envoyées aux radios partenaires qui ensuite diffusent. Les membres les plus proches de la station viennent aussi s'exprimer directement à la radio ».

Parmi les neuf clubs, trois – à Fizi, Idjwi et Kalehe – ne sont rattachés à aucune radio communautaire locale en termes de partenariat formalisé. Toutefois, les clubs d'Idjwi et Kalehe captent Radio Maendeleo qui émet de Bukavu. Et à Fizi, on peut écouter la radio Umoja à Baraka et l'antenne de la radio télévision nationale (RTNC) à Fizi. Comme les autres clubs, ils réalisent des écoutes individuelles et/ou collectives et, lors de leurs réunions, ils débattent sur le contenu des messages qu'ils ont pu suivre. Leur débat est ensuite enregistré et leurs opinions radiodiffusées par les radios communautaires partenaires du projet ou par les autres radios, à titre informel.

Plusieurs années ont passé depuis la mise en place de ces clubs d'écoute dans le Sud-Kivu, et leur impact sur la vie des communautés rurales est considérable, particulièrement sur celle des femmes.

Initialement, les discussions se sont concentrées sur la lutte contre le VIH/SIDA, « Avant, les victimes se cachaient, elles avaient honte, explique Jocelyne M'Maninga, présidente du club d'écoute commu-

Onde de choc : du miel pour la communauté

En 2008, les membres du club d'écoute de Kalehe, un territoire situé à environ 70 kilomètres au nord de Bukavu, ont écouté ensemble une émission développée par Samwaki et diffusée par Radio Maendeleo sur la production du miel et son importance d'un point de vue économique et sanitaire. Dans cette région, le miel est consommé comme aliment et utilisé pour soigner plusieurs maladies chez les enfants. Les débats de la réunion de concertation du club ayant suivi l'émission se sont focalisés sur la possibilité de produire du miel au niveau local, pour éviter d'aller jusqu'à Bukavu pour s'approvisionner. L'animateur de l'émission a été invité à expliquer la fabrication des ruches. Quatre femmes ont finalement lancé un projet pilote d'apiculture avec des ruches traditionnelles. Elles n'avaient jamais imaginé avoir la capacité de produire du miel et d'approvisionner le territoire. C'est pourtant ce qu'elles font aujourd'hui.



© Dimitra

nautaire Rhuinduke de Mugogo. Maintenant elles viennent demander conseil, de l'aide, elles racontent leur histoire».

Libre antenne pour Faïda : avec l'argent, mes enfants vont à l'école

Faïda est l'une des 250 membres du Club d'écoute communautaire de Mugogo. « Avant les discussions des clubs, j'étais ignorante. Je mangeais tous les produits de mes champs sans faire de réserve. Maintenant, je fertilise la terre avec les engrais des cobayes que j'ai achetés. J'ai augmenté ma production et j'ai pu vendre une partie du surplus. Avec l'argent, mes enfants vont à l'école».

Ensuite, elles ont largement débordé du secteur de la santé. « Les clubs ont fait comprendre l'intérêt de se mettre ensemble, précise Adeline Nsimire. Ils ouvrent la discussion, les prises de paroles sans discrimination. Ces débats sont menés en bonne entente avec les autorités locales. Les chefs participent et s'ils ne peuvent pas venir, ils délèguent ».

Femmes rurales, actrices de changement

Les clubs d'écoute ont également renforcé les capacités des membres à s'organiser, à identifier et communiquer leurs besoins. Les radios communautaires prennent mieux en compte les attentes des populations rurales, ouvrent l'antenne aux femmes et permettent une interaction constante entre elles. Les femmes deviennent non seulement actrices de développement, mais aussi actrices de changement.

Samwaki insiste sur le fait que les débats doivent être suivis d'actions concrètes et de résultats, par exemple une augmentation des dépistages volontaires du VIH/SIDA, un meilleur partage des tâches entre hommes et femmes ou l'amélioration de la production agricole. Comme le souligne Sophie, agricultrice à Mugogo, « la radio a donné de la force à mes activités ».

Jocelyne, présidente du club d'écoute Rhuin- duke de Mugogo, confirme. Le débat et la radio peuvent aboutir à des avancées très concrètes : « Par exemple, nous avons parlé de la culture de haricots volubiles et de l'utilisation d'engrais organiques générés par la compostière que nous avons réalisée nous-mêmes. Nous plantons à présent les haricots en ligne, distants de quelques centimètres. Et le rendement des cultures est bien meilleur ».

Si la parole peut donner à manger, elle peut aussi donner du courage et de la dignité. Ces femmes qui n'avaient pas droit à la parole ont trouvé dans la radio et les clubs d'écoute un moyen d'exprimer leurs opinions, leurs attentes. Cela a permis aux hommes de prendre conscience des capacités des femmes. Comprenant l'intérêt d'être ensemble pour relever les défis, ils encouragent désormais leurs épouses à s'engager dans les clubs. Elles osent parler. Et parler de tout : alors que par tradition, le sexe est un sujet tabou, la radio a permis de briser des croyances infondées sur le VIH/SIDA et sur les abus sexuels. Certains chefs coutumiers et la population pensaient ainsi que le viol, perçu comme une honte par la famille de la femme violée, n'était pas un délit et encore moins un crime.

Les membres des clubs d'écoute ont conscience de l'importance de ces espaces. Pour Angeline, agricultrice, « les victimes peuvent sortir de leur cachette et de leur honte. Les femmes peuvent exposer leurs problèmes à certains membres des clubs d'écoute en toute confidentialité ». Gertrude, grâce aux discussions du club dont elle

ONDE DE CHOC

Canne à sucre contre cultures maraîchères

Le club d'écoute Rhuyubak'Eka de Bugobe, en territoire de Kabare, s'est réuni pour examiner l'impact sur la sécurité alimentaire de la prolifération des cultures de canne à sucre dans leur localité. Les débats ont fait apparaître que des hommes confisquent des terres fertiles dans le marais pour y planter de la canne à sucre. Ils gagnent ainsi de l'argent qui, souvent, ne sert pas à la famille.

Cet accaparement des terres a contribué à une baisse très importante de la sécurité alimentaire des ménages, les femmes ayant souvent perdu leurs capacités de production faute de champ à cultiver. Le club d'écoute a mené des actions de sensibilisation pour décourager la culture de la canne à sucre, mais le résultat ne fut pas satisfaisant car les hommes, propriétaires terriens, étaient en même temps initiateurs et acteurs dans cette culture.

Le club d'écoute a alors rencontré les autorités administratives et coutumières du territoire pour les conscientiser sur le problème. Celles-ci ont alors proposé d'imposer aux cultivateurs de canne à sucre des redevances proches ou supérieures au revenu attendu. Résultat : dans les marais de Bugobe et Mudika-dika, on estime qu'environ 70% des terres sont retournées aux cultures maraîchères.

est membre, a cerné l'importance de la prévention pour elle-même et ses enfants. « Je vais maintenant voir le médecin, ce qui n'était pas le cas auparavant, car j'ai compris que les maladies existent, qu'elles ne sont pas des mauvais sorts jetés par le voisin ».

Les radios communautaires progressent également grâce au partenariat tissé avec les communautés rurales. Elles adoptent progressivement une approche plus participative dans leurs émissions et font une lecture des sujets sous l'angle du genre, intégrant aussi bien les points de vue des femmes et des hommes dans ceux-ci. Elles sont plus sensibles à l'importance de ne pas véhiculer des préjugés.

Dieudonné, animateur radio, souligne que « la radio fait un travail pour la population ». Les animateurs/trices ont été formés et Samwaki tente d'assurer un suivi, malgré la rotation importante des animateurs/trices, bénévoles pour la plupart.

Ultime acquis à souligner, les clubs d'écoute au Sud-Kivu se sont érigés en espaces de pacification, où la parole désamorce les rancœurs ou les haines anciennes. Les clubs permettent aux gens en conflit de se parler dans un cadre à la fois précis et rassurant. Comme le souligne Ruth, du club d'écoute de Mushinga, « les clubs sont aussi des cadres de rencontre. Les ennemis d'hier se retrouvent à travailler ensemble dans les champs communautaires et discutent. Le travail commun et la discussion ont contribué à une cohabitation pacifique et à la multiplication de 'noyaux de paix' ».

Mais ces noyaux sont fragiles. Et la région a fait l'amère expérience d'ondes radiophoniques utilisées à des fins de destruction. C'est l'une des craintes

d'Eliane Najros, coordinatrice de Dimitra, « qu'il n'y ait plus d'organisation ou structure bien au fait pour fournir un fil conducteur aux clubs et que l'un d'eux dérape. A partir du moment où les paroles sont potentiellement puissantes, elles peuvent devenir tout aussi dangereuses. Il faut fixer des objectifs extrêmement précis pour ces clubs d'écoute, il faut une organisation non pas qui contrôle, mais qui s'assure que les informations qui circulent vont dans le sens d'un développement bénéfique pour tous ».



ONDE DE CHOC

Mutuelle de solidarité

A Lurhala, un village près de Bukavu, le club d'écoute a mis en place une caisse mutuelle de solidarité. Chaque membre – principalement des femmes – verse une fois par semaine un montant donné, en nature ou en espèce. Depuis lors, elles ont la possibilité de puiser dans cette caisse pour payer les frais médicaux en cas d'accouchement de l'une d'entre elles, ou de maladie d'un enfant. L'initiative a rencontré un tel succès qu'aujourd'hui la caisse permet de financer des cérémonies comme les mariages, les baptêmes ou encore les funérailles.





© Dimitra

LES CLUBS D'ÉCOUTE COMMUNAUTAIRES | UN TREMPIN POUR L'ACTION EN MILIEU RURAL

FAO-DIMITRA





Radio Bubusa FM, champ libre pour les femmes

Quand Dimitra rencontre en 2003 Adeline Nsimire et Boniface Bahizire à Goma, ceux-ci évoquent déjà la création de cette radio tant rêvée. Une radio implantée en zone rurale. Une radio qui serait la voix des femmes. Une radio à elles. Pour elles. Les ondes d'un autre monde.

Et le songe a pris racine. Le 4 janvier 2008, dans le village de Mugogo, à une trentaine de kilomètres de Bukavu, une femme parle. Radio Bubusa FM, «voix de la femme rurale», la radio communautaire des femmes rurales, lance sa première émission.

La station informe sur des thèmes de sécurité alimentaire et de santé, comme la propagation du VIH/SIDA dans les milieux ruraux. Elle émet six heures par jour en deux tranches d'émission (matin et soir) et diffuse dans une zone auparavant non couverte par les ondes. Les femmes sont très actives dans la production des contenus en langue mashi, dans laquelle sont transmises 70% des émissions contre 20% en kiswahili et 10% en français. Certains clubs d'écoute, comme celui de Mushinga, enregistrent même des émissions radio dans les champs communautaires et envoient deux fois par mois leur programme radio à Radio Bubusa FM. Les équipements ont été acquis grâce au soutien du projet FAO-Dimitra, de la Fondation Roi Baudouin et de la World Association for Christian Communication (WACC).

Deux ans après sa première émission, la radio a déménagé dans un bâtiment mieux adapté à la

production radiophonique. Elle émet à présent à partir d'un bâtiment dédié à la radio, maison récemment construite par le Réseau des radios et télévisions communautaires de l'Est du Congo (RATECO) sur financement du PNUD. Elle se situe sur le site de Mishaka, territoire de Walungu, non loin du centre commercial de Mugogo.

Deux événements exceptionnels ont marqué l'histoire de Radio Bubusa FM en 2010.

Le soleil et le vent portent la voix des femmes

Kalinga (50 ans) était sceptique : « Je ne crois pas à cette magie qui convertit le rayon solaire en courant électrique. Vos techniciens mettront du temps pour me le faire comprendre ». Pourtant, en ce mois de juillet 2010, Radio Bubusa FM a bel et bien remis son générateur vorace en pétrole. La radio est à présent équipée de panneaux solaires (voir photo page suivante). Mieux, un kit éolien permet au vent de prendre la relève du soleil, en cas de rayonnement trop faible ou d'éventuelles failles du matériel.

A vocation rurale, Bubusa FM, la première radio communautaire mise en place par les femmes en province du Sud-Kivu devient ainsi la première radio à utiliser l'énergie renouvelable. Dans un environnement où l'approvisionnement en carburant est à la fois problématique et très coûteux, le progrès est considérable. Il assurera une diffusion continue des émissions de Bubusa FM.



L'excellence en stratégie de communication

Le 12 août 2010, à Johannesburg (Afrique du Sud), Radio Bubusa FM et les clubs d'écoute communautaires du Sud-Kivu reçoivent le deuxième prix d'excellence en communication sur le VIH/SIDA, édition 2010. Ce prix, décerné par l'organisation African Network for Strategic Communication of Health (AfricomNet, basé à Kampala, Ouganda), récompense des associations novatrices dans leurs stratégies de communication sur le VIH/SIDA.

Soucieuse de partager cette reconnaissance avec tous les membres actifs des clubs communautaires, l'ONG Samwaki a organisé début septembre 2010 un événement solennel. Au cours de cette journée, le prix a été présenté officiellement aux autorités locales, au personnel de la radio et aux membres des clubs d'écoute communautaires, ainsi qu'aux membres de Samwaki.

Lors de cette journée, Jocelyne M'Maniga, présidente du club d'écoute Rhuhinduke de Mugogo, a rappelé qu'avant la mise en place des clubs d'écoute communautaires et de Radio Bubusa FM, le VIH/SIDA était considéré comme une question taboue, mais « aujourd'hui, c'est en toute liberté et sans complexe que des sujets sur le VIH/SIDA font l'objet de conversations et de débats au sein des familles, dans les églises, à l'école, dans le champ communautaire, à la rivière, etc. C'est ce silence que nos initiatives ont brisé autour du VIH/SIDA qui a motivé l'organisation AfricomNet à les reconnaître parmi les excellentes stratégies pour lutter contre le virus dévastateur ».

Pour fêter dignement sa reconnaissance internationale, Radio Bubusa FM a diffusé le 4 septembre 2010 non-stop des émissions dont le thème rassembleur était (en mashi) « Rhucikebuk'Esida Rucibikule Lyo Rhuylwisa » : évitons le SIDA, parlons-en pour une lutte efficace.



Les chiffres parlent clairement : pays enclavé au cœur du Sahel, le Niger est classé 167ème sur 169 pour l'indice de développement humain ; 63% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté ; trois pauvres sur quatre sont des femmes. Sans compter un obstacle structurel important pour les populations rurales : le très faible niveau d'alphabétisation et de scolarisation, avec des disparités marquées entre hommes et femmes. Les causes les plus couramment citées pour expliquer ces écarts entre hommes et femmes sont multiples : confinement des femmes dans la sphère domestique, mariages précoces, division sexuelle du travail, coûts élevés de la scolarisation, insuffisance des équipements, etc.

De plus, l'accès à l'information et à la communication des populations rurales, qui pourrait leur permettre d'élargir leurs connaissances et d'échanger leurs savoirs et pratiques, est très restreint. En milieu rural, moins de la moitié des ménages (46,6%) dispose d'une radio et la télévision est disponible pour seulement 0,5% de la population ; 64,4% des femmes n'ont accès à aucun média, à cause de motifs techniques mais aussi d'obstacles sociaux et culturels.¹

Dans la plupart des cas, les femmes ne possèdent pas de poste de radio. Elles n'ont donc pas la possibilité de choisir ce qu'elles écoutent et quand l'écouter. Leurs perspectives, leurs préoccupations, leurs expériences et leurs centres d'intérêt sont absentes de l'antenne, même dans le cas de radios locales ayant pour vocation de donner la voix aux sans voix.

Les radios nationales peuvent être captées, mais la langue de communication est le français, qui n'est pas forcément compris par tous et toutes. Les informations diffusées sont nationales et ne prévoient pas souvent d'émissions spécifiques sur les problèmes des femmes rurales et encore moins réalisées par des femmes.

Conjuguer alphabétisation et communication

Convaincus que l'une des portes d'entrée pour participer à la vie sociale, économique et politique du pays est l'élargissement de l'accès à l'information et la communication, le projet FAO-Dimitra et son partenaire l'ONG VIE Kande Ni Bayra ont organisé un atelier à Dosso, en décembre 2006. Intitulé « Femme rurale, alphabétisation et communication – L'alphabétisation de la femme rurale comme facteur de sa propre promotion, de sa famille et celle de la scolarisation de la fille », l'atelier a fourni l'occasion de relever la complémentarité entre l'alphabétisation et la communication pour renforcer les capacités des femmes et la scolarisation des jeunes filles en milieu rural.

S'inspirant du modèle naissant des clubs d'écoute communautaires au Sud-Kivu, l'atelier a « recommandé la mise en synergie des radios communautaires et des centres d'alphabétisation en vue de favoriser l'accès des femmes rurales à l'information et à la communication pour le développement », explique Ali Abdoulaye, coordinateur de l'ONG VIE.

Un projet pilote de création de clubs d'écoute a été mis en place par l'ONG VIE en 2009, avec l'appui technique et financier de FAO-Dimitra et de plusieurs donateurs², prenant les centres d'alphabétisation comme points de départ.

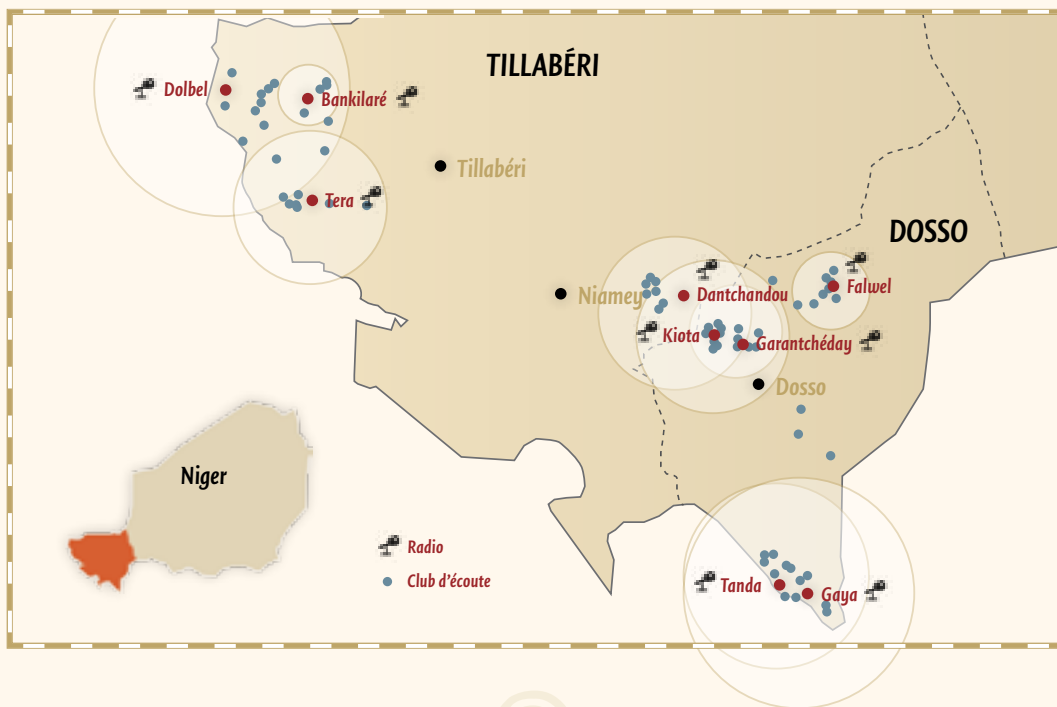
La mise sur pied des clubs d'écoute au Niger a suivi une démarche similaire à celle des clubs du Sud-Kivu et a bénéficié de l'expérience accumulée par Samwaki en RDC.

Pour la sélection des villages, des critères simples ont été appliqués, tels que la motivation du village, l'existence du potentiel de femmes pouvant constituer un club, la possibilité de mettre en place des centres d'alphabétisation, l'existence de réseau téléphonique de l'opérateur partenaire du projet, la réception parfaite des émissions de la radio communautaire. Les régions suivantes ont été retenues : (i) Tillabéri : Bankilaré, Gorouol et Téra (Département de Téra), Dantchandou (Département

de Kollo) ; (ii) Dosso : Tanda et Gaya (Département de Gaya), Falwel (Département de Loga), Dosso et Kiota (Département de Dosso).

Une fois les zones d'action définies, les centres d'alphabétisation ont informé leurs membres de la création des clubs d'écoute. « Au début, j'étais au centre d'alphabétisation et puis j'ai entendu parler de ce projet de club, explique Mariama Hassane de Fogou. On nous a dit que c'était un travail avec les hommes et les femmes, mais de préférence avec les femmes. Comme j'ai quelques acquis en alphabétisation, je me suis dit que j'allais certainement prendre part à cette nouvelle initiative pour améliorer mes acquis ».

Des postes de radio solaires et à manivelle ont été mis à disposition des membres des clubs pour écouter les émissions à tour de rôle ou en séance collective. Rapidement, les femmes se sont mises à discuter des sujets choisis et entendus à la radio.





Si l'écoute collective dépasse rarement 20 personnes, les débats sont ouverts à des assemblées plus nombreuses. Les réunions du club se déroulent sur base régulière, en dehors des horaires du centre d'alphabétisation. Mariama explique comment cela se passe à Fogou : « Notre club d'écoute se réunit deux fois par semaine. Chaque fois, je suis présente. Cela prend entre une ou deux heures pour l'écoute, à 20h. Quand nous sommes retenues par nos activités dans les champs et que nous devons préparer le repas, on écoute alors l'émission de 21 à 22 heures ». Il s'agit d'une émission en direct. L'heure de diffusion est négociée avec la radio émettrice pour être programmée aux heures qui conviennent le mieux aux femmes, suivant les périodes de l'année et le calendrier agricole.

Les intervenants dans les émissions s'expriment en langue locale : fulfulde, tamasheq, zarma, et haoussa. Une même radio peut utiliser jusqu'à trois ou quatre langues. Il y a des moments de discussion dans une langue, puis dans une autre.

« Chaque village a son club, explique Ali Abdoulaye, au départ plus de 200 femmes leaders ont été formées à la communication participative et à l'animation sociale. Dans un village, tout le monde ne peut pas venir autour d'une seule radio parce que les cases sont dispersées. Les groupes sont donc répartis en fonction de la distance. Et les femmes se regroupent pour écouter en un lieu défini ».

L'une des dernières émissions que j'ai écoutées parlait d'engrais et des techniques de conservation. Il y a différentes manières de conserver ou d'utiliser les engrais. L'émission expliquait comment utiliser le fumier plutôt que de l'engrais chimique ».

Moctare, ONG VIE

C'est une merveille. Imaginez un petit village où 60 personnes s'assoient pour causer des nouvelles, échanger des idées, pour créer l'émergence de la connaissance! ». Bello Amadou cultive le mil, le sorgho et le maïs à Tchiota Nazamné. Cet homme de 50 ans, père de deux enfants, est enthousiasmé par l'expérience. Pourtant, sa femme n'est pas membre du club. « Elle était intéressée mais le nombre des participantes était limité, il y a trois groupes de 20 personnes. Deux groupes de femmes et un d'hommes ».

En fait, chacun développe sa propre méthode d'écoute en groupe. Par exemple, dans la commune rurale de Tanda, où il y a dans chaque village deux à trois groupes d'écoute de femmes et un groupe pour les hommes, les femmes écoutent ensemble les thèmes dans le centre d'alphabétisation, puis elles discutent entre elles pour dégager leur position en vue de définir des stratégies pour provoquer les changements attendus. Si les femmes estiment que la thématique nécessite l'avis ou l'adhésion des hommes de leur quartier, elles les invitent à venir dialoguer et à exprimer leur opinion. Il est également possible que tous les groupes se réunissent pour présenter leur synthèse des connaissances acquises et confronter leurs analyses. Parfois, la radio passe ensuite dans le centre pour enregistrer les réactions des participants et inciter les auditrices et les auditeurs à réfléchir sur d'autres aspects de la thématique ou sur un autre sujet.

A Téra, les femmes engagent des discussions dans le centre d'alphabétisation et leurs conclusions sont enregistrées par la radio et diffusées en présence de personnes ressources qualifiées.

Il faut dire que même si renforcer la place des femmes au sein de leur communauté est l'un des axes principaux du projet, c'est toute la communauté qui est visée. Se concentrer sur les seules actrices

de développement risquait de créer des tensions avec les hommes des villages. Aussi, quand l'ONG VIE a doté les villages de radio récepteurs, un tiers a été proposé aux hommes pour que ceux-ci soient pleinement intégrés au projet.

A Gasseda, les hommes et les femmes du village ont chacun leurs clubs. Ils se retrouvent une fois par semaine pour discuter. Les clubs ont changé les rapports au sein des foyers où hommes et femmes parlent désormais ensemble.

Le projet offre aussi une assistance par le biais d'animateurs et animatrices, appelés « encadreur de zone », des centres d'alphabétisation et qui accompagnent les clubs d'écoute. Moctare travaille sur la zone de Téra. « Concrètement, je sers de pont entre les clubs et la radio. Aux clubs, nous devons leur expliquer que c'est leur radio, que les membres doivent l'écouter et appeler. Les radios, elles, sont heureuses d'avoir des auditeurs et auditrices qui suivent leur production ». Le travail d'encadreur comporte à la fois une dimension organisationnelle et pédagogique. Il mobilise la communauté,



Notre dernier sujet ? Avant-hier, nous avons parlé du paludisme et tout ce qui l'entoure. Pour contrecarrer la maladie, nous devons assainir nos lieux de résidence. On nous a demandé de désherber tout autour de notre maison car c'est dans ces herbes que le moustique pond ses œufs. Il faut aussi retirer les petits récipients, les boîtes de conserve, les flaques d'eau près de la case car ce sont des gîtes pour les moustiques. Des lieux de ponte. Le soir, nous devons prendre nos précautions dès le coucher de soleil en nous protégeant avec nos moustiquaires, même pour la causerie. En plus, nous avons appris les signes pour détecter la maladie et dès que nous pensons qu'une personne en souffre, on se dépêche de la conduire au dispensaire. Voilà ».

Mariama Hassane, Club de Fogou

l'accompagne sur des questions pratiques, mais ne participe pas aux choix des thématiques.

Agriculture : sujet incontournable

Ce sont les membres du club qui décident des sujets qu'ils souhaitent aborder. Il peut s'agir de sujets sur lesquels les membres souhaitent recevoir des informations, sur lesquels ils/elles ont des choses à dire ou pour toute autre raison. Les intérêts des uns ne sont pas forcément ceux des autres.

« Par exemple, la zone de Tchiota n'a pas de ressources minières dans son environnement, explique Ali Abdoulaye. Du coup, le SIDA n'est pas un sujet qui les tracasse, les villageois sont rarement confrontés à ce sujet. Mais à Téra, où il y a des mines traditionnelles d'extraction d'or qui attirent des communautés lointaines, il y a risque de propagation du VIH/SIDA. Les jeunes proposent leur vécu. Il y a des témoignages, des discussions ».

Si chaque club choisit ses thèmes, certains s'imposent d'eux-mêmes, comme l'agriculture. « Nous passons par la radio pour communiquer sur la sécurité alimentaire. Les femmes et les hommes en font leur première préoccupation, une préoccupation de survie. Il n'y a pas de semaine où le sujet n'est pas évoqué. Fertilité du sol, spéculation sur les cultures, sources d'approvisionnement des intrants. Toutes ces sous-thématiques sont abordées concrètement. Où trouver telles semences ? Choisir tel ou tel intrant ? ». Les discussions et émissions se veulent très pratiques. « En octobre, on parle énormément de la récolte, il y a des discussions pour éviter de vendre tout de suite à un prix insignifiant ».

Il peut être nécessaire de recourir à des personnes ressources expertes, mais c'est une décision prise par les membres du club. Chaque émission est préparée par un-e journaliste ou animateur/animateur-trice qui se documente à l'avance et peut bénéficier de l'aide du bureau de la FAO à Niamey si le thème traité s'y prête. Le/la journaliste prépare ainsi le sujet





et se réfère aux clubs pour connaître leurs idées par rapport à la thématique. Son rôle n'est pas de finaliser un reportage, mais d'introduire des questions de fond, de permettre à des expert-e-s de donner leur point de vue, de permettre aux communautés de réagir, d'interroger ou de contredire. De cette façon, les compétences des radios communautaires se sont également améliorées.

Des avancées concrètes pour les femmes rurales

Après un an de fonctionnement des clubs d'écoute, les observateurs sur place parlent de petite 'révolution'. Moctare évoque un véritable changement de mentalité : « les femmes osent prendre la parole », ce qui dans le Niger rural est un bouleversement. Mariama peut témoigner de sa nouvelle liberté. Cette femme de 28 ans, mère de 4 enfants, s'est récemment rendue à

Niamey, la capitale, pour participer à une rencontre internationale et partager ses connaissances³. « Avant, je n'avais jamais quitté mon village ! Ici, j'entends des voix qui sont autres que celles de mon entourage. Nous avons pu rencontrer d'autres personnes. C'est une grande richesse ».

Ali Abdoulaye ajoute que « auparavant, les femmes n'avaient jamais la parole, elles s'asseyaient derrière les hommes, et même quand on les interrogeait directement, elles se tournaient vers les hommes, eux seuls ayant voyagé, avaient un avis pertinent. Aujourd'hui, ces mêmes femmes ont pris conscience de leur savoir, elles donnent leur point de vue, contredisent le point de vue imposé, s'organisent pour être considérées et entendues. Les débats des femmes ont démontré qu'elles étaient capables d'analyser, de synthétiser ».

La perception des femmes par les hommes évolue. Ainsi, dans le village de Borobon, dans la région de Tillabéry, le chef traditionnel a demandé à plusieurs femmes d'assister aux réunions villageoises. Trois d'entre elles participent désormais à ces



© Dimitra

rencontres où des décisions importantes pour la collectivité sont prises.

Le coordinateur de l'ONG VIE souligne également qu'avant que les clubs ne soient installés dans le village, les femmes ne voyaient pas forcément l'intérêt d'apprendre à lire et à écrire. « Elles pensaient qu'un tel apprentissage ne leur serait jamais utile. Par le fait de manipuler de nouvelles technologies, elles découvrent le besoin indispensable de communiquer. D'écrire, de lire un message. Cette pratique a rehaussé l'engouement pour les centres d'alphabétisation ».

Au delà de ces avancées, les compétences techniques et les savoirs des membres des clubs, surtout des femmes, ont évolué au fil des émissions et des débats. Des informations pratiques sur la sécurité alimentaire et sur des thèmes de santé ou d'éducation sont données. Les bonnes pratiques sont présentées pour que d'autres clubs s'en inspirent.

« On a évoqué le warrantage, une stratégie d'attente de prix, raconte Ali Abdoulaye. Les céréales sont en dépôt six mois, vous touchez le prix du marché mais six mois plus tard, vous pouvez aller chercher votre récolte, profiter des prix pour la vendre et rembourser la banque en gardant les bénéfices. Nous discutons pour que tous les paysans comprennent qu'il ne faut pas brader les récoltes. Il y a quelque temps, les discussions ont tourné autour des anciennes pratiques de fertilisation ; les pratiques de feu de brousse sont découragées ».

Mariama reconnaît aussi les progrès très concrets dans sa vie quotidienne. « Dès qu'on voulait constituer des réserves d'oignons, tout pourrissait et on ne pouvait rien vendre. Le sujet a été débattu et nous avons eu des explications sur la manière de procéder. Quand on met trop d'engrais, l'oignon pourrit car il prend beaucoup d'eau. Avec moins d'engrais, il ne grossit pas et reste bien plus compact. A la récolte, il faut mettre les oignons dans un endroit

assez aéré, prendre la peine de les retourner. Dès qu'il y en a un qui pourrit, il faut l'enlever rapidement ».

Le téléphone mobile, un outil de développement

Un problème pratique s'est posé assez rapidement lors de la mise sur pied des clubs d'écoute : « Les femmes écoutaient l'émission, mais quand elles avaient envie de réagir, elles envoyaient quelqu'un à la radio pour donner un avis, explique Ali Abdoulaye. Cette personne devait parcourir entre 10 et 50 kilomètres aller-retour ! ». Elle soulignait ce que le club avait trouvé important, corrigeait une information ou demandait un complément. « Au bout de deux mois, les déplacements étant difficiles, les femmes ont décidé d'appeler par téléphone, résumant leurs idées en une ou deux minutes. Cela leur coûtait cher ». Aussi, l'ONG VIE a approché une compagnie téléphonique qui a proposé des prix forfaitaires très intéressants, dix fois plus avantageux que les prix du marché. « Nous avons acheté un téléphone mains libres pour chaque club, avec un abonnement annuel ».

Ces 100 appareils en 'flotte' peuvent également s'appeler entre eux gratuitement et appeler les neuf radios partenaires du projet sans coût supplémentaire. « Ce système a modifié la manière de travailler des journalistes. Les radios proposent une thématique et ouvrent l'antenne, souvent avec un spécialiste. Les femmes et les hommes peuvent réagir pendant l'émission. Il y a une interaction systématique et directe ».

L'apport de cette nouvelle technologie qu'est la téléphonie mobile a été indéniable pour doper la participation et l'interaction entre les clubs et la radio, ainsi qu'entre les communautés rurales. « Aux alentours de notre village, il y a neuf autres clubs et quand il pleut quelque part, on s'appelle, explique Bello Amadou. On se contacte tous les matins pour échanger les informations comme la perte de bétail, un vol, etc. ».

Yannick De Mol, chargé de projet à Dimitra, pointe cependant un aspect clé de cet apport de modernité : « Evidemment le principe de base du projet ne porte pas sur un outil – même si le téléphone offre des possibilités extraordinaires – mais sur l'interaction entre la population et les autres acteurs de développement. Ce qui pérenniserait la dynamique n'est pas le fait d'avoir le téléphone, mais d'avoir un projet commun de développement local ».

Un autre défi, plus terre-à-terre, se pose : le renouvellement de l'abonnement de la flotte des téléphones. Le projet étant financé pour un an, les villageois réfléchissent sur la façon de continuer à disposer d'un téléphone pour exposer leurs idées sans être coupés. « Il y a plusieurs stratégies développées dans les clubs, explique Ali Abdoulaye. L'une des solutions est la cotisation hebdomadaire : chacun apporte 100 ou 200 francs CFA (0,15 ou 0,3 euro) par semaine ». Un sacrifice important pour ces femmes rurales. « C'est très relatif parce que les gens ont très très peu d'argent, souligne-t-il. 100 francs, chaque semaine, cela signifie 8 euro par an. Pour ces femmes, il y a des périodes où elles peuvent payer cette somme d'un coup, d'autres où elles doivent suspendre le contrat. Surtout en période critique d'avant récolte. Elles sont alors obligées d'arrêter toutes les cotisations pendant trois, quatre mois ».

Une autre option a déjà été mise en œuvre par les membres de plusieurs clubs d'écoute qui ont fait du cellulaire, propriété du club, un téléphone public communautaire : les villageois payent alors un prix modeste pour parler avec un interlocuteur sur un autre cellulaire de la flotte (l'appel est gratuit), ou un autre téléphone (l'appel n'est pas gratuit, mais coûte moins cher qu'un appel sans abonnement). Ces contributions participent à une épargne qui devrait aider les villageois à payer l'abonnement eux-mêmes.